

Numéro 29 - 16 avril 2021

La corruption et l'arrogance de l'élite privilégiée

Les dangers de la saisie du pouvoir décisionnel des gouvernements par des intérêts privés

- Louis Lang -



- Des révélations concernant des négociations secrètes pour importer des déchets radioactifs du Japon au Canada
- Les portes tournantes des représentants de l'élite qui vont et viennent entre le secteur public et le secteur privé
- Une conception inacceptable de ce qui constitue un « stockage sécuritaire » de combustible nucléaire irradié
- La nécessité de régler ses comptes avec l'abus de pouvoir et le privilège

La corruption et l'arrogance de l'élite privilégiée

Les dangers de la saisie du pouvoir décisionnel des gouvernements par des intérêts privés

- Louis Lang -

Ce numéro de *Forum ouvrier* traite des dangers posés par les déchets des réacteurs nucléaires et du contrôle des décisions concernant leur élimination par des intérêts privés étroits. La prise de contrôle

des gouvernements par des intérêts privés étroits est une caractéristique principale de l'offensive antisociale néolibérale. C'est une question de grande préoccupation avec laquelle la classe ouvrière doit régler ses comptes. Les articles de ce numéro dévoilent l'un des nombreux plans récemment révélés sur la façon dont des intérêts privés étroits ont pris le contrôle des gouvernements pour fournir des fonds publics et confier aux monopoles ce qu'ils appellent « le stockage sécuritaire des déchets nucléaires », afin d'encaisser d'énormes profits. Comme les articles le soulignent à juste titre, une telle chose n'existe pas, car la manipulation et le stockage sécuritaire des déchets nucléaires sont un problème scientifique qui n'a pas encore été résolu.

Les révélations par Radio-Canada que les négociations dans cette affaire se déroulent en secret révèlent la corruption inhérente à ce qui est présenté comme le système canadien fondé sur des règles et la nécessité pour les travailleurs de ce pays d'y mettre un terme. Le fait est que cela continue la pratique du gouvernement Harper qui a remis l'industrie nucléaire et tous les réacteurs du Canada à des intérêts privés. Il n'y a pas tout à fait dix ans, Énergie atomique Canada (EACL), la société d'État qui dirigeait les laboratoires nucléaires de Chalk River, en Ontario, et qui possédait et exploitait plusieurs réacteurs CANDU au Canada, a été démantelée et vendue à SNC-Lavalin. Le travail visant à exploiter en toute sécurité l'énergie nucléaire a été retiré des mains des scientifiques et des autorités publiques et transformé en une entreprise à but lucratif sous le contrôle d'intérêts privés. Tout est légal en ce qui concerne l'adoption de lois[1].

L'une des dernières actions du gouvernement Harper avant de perdre les élections en 2015 a été de créer l'Alliance nationale pour l'énergie du Canada (ANEC), une organisation gouvernementale mais gérée par des entrepreneurs (OGEE) qui est un stratagème des plus lucratifs mis sur pied pour payer les riches sous prétexte de réduire un passif de 7,9 milliards de dollars en matière de déchets nucléaires. La majorité des membres de l'ANEC sont des sociétés étrangères comme Fluor et Jacobs, deux multinationales basées au Texas impliquées dans la production d'armes nucléaires. L'autre membre principal est SNC-Lavalin. L'ANEC a pris le contrôle de toutes les installations nucléaires fédérales et des déchets radioactifs du Canada et le dossier montre que depuis la création de ce consortium, les coûts pour le gouvernement canadien ont presque quadruplé. Selon les rapports financiers d'EACL, les crédits parlementaires sont passés de 327 millions de dollars en 2015 à 1,3 milliard de dollars (approuvés) pour l'année se terminant le 31 mars 2021. Le fardeau financier d'EACL en matière de déchets nucléaires n'a pas diminué et semble en fait avoir augmenté d'environ 200 millions de dollars.

Alors que le public ne connaît à peu près rien de l'augmentation du coût, sans parler de l'absence de discussion, le gouvernement Trudeau et l'ANEC ont renouvelé le contrat d'OGEE avec l'ANEC au début du confinement dû à la pandémie au printemps 2020. L'ANEC est aussi l'auteur de la proposition d'une installation de traitement de déchets nucléaires au campus du Laboratoire nucléaire canadien de Chalk River. La proposition a suscité une forte opposition de la part des Premières Nations, des groupes de la société civile, de 140 municipalités du Québec, d'experts en matière de déchets nucléaires, de scientifiques et de citoyens préoccupés par la question. En dépit de cette vaste opposition, le projet se poursuit et le consortium continue de recevoir près d'un milliard de dollars par année en fonds publics. Le problème est aggravé par le fait que le consortium amène des milliers de camions remplis de déchets radioactifs au site de Chalk River provenant d'autres installations fédérales au Manitoba, en Ontario et au Québec.

Le problème de fond est qu'en vertu de la domination de l'industrie nucléaire par des intérêts privés, non seulement la recherche scientifique nécessaire sous contrôle public a-t-elle été sabotée, mais des tonnes de substances radioactives qui demeurent toxiques pour toute forme de vie durant des centaines de milliers d'années sont entreposées sans que soient examinés les dommages permanents que cela cause à l'environnement et la contamination de la rivière des Outaouais, qui est une source d'eau potable pour Ottawa, Gatineau, Montréal et de nombreuses autres communautés.

La domination de l'industrie nucléaire par des intérêts privés crée une situation très sérieuse. Cette

dangereuse ligne de marche a été mise en place au fil de plusieurs années par les différents gouvernements et cela ne va pas s'arrêter là. Le fait que les citoyens ne contrôlent pas les décisions qui établissent la direction de l'économie et que les intérêts privés étroits ont été politisés par cette porte tournante entre le cabinet, le conseil privé, les consultants privés et les oligopoles pose un grand danger pour la population et l'environnement naturel. Toutes les décisions importantes économiques et politiques doivent être entre les mains du peuple par un processus politique démocratique renouvelé qui bloque les voies actuellement utilisées pour priver le peuple du pouvoir de décider.

Note

1. Voir [LML du 24 janvier 2014](#)

Des révélations concernant des négociations secrètes pour importer des déchets radioactifs du Japon au Canada

Radio-Canada a révélé que l'ex-premier ministre du Canada Jean Chrétien a tenu des négociations secrètes avec des représentants de la Tokyo Electric Power Corporation (TEPCO) - Société d'énergie électrique de Tokyo - et d'autres représentants en position d'autorité au Japon pour importer leurs déchets radioactifs au Canada et les enfouir au Labrador. Jean Chrétien a été le premier ministre du gouvernement libéral du Canada de 1993 à 2003. Il travaille maintenant avec la firme d'avocats internationale Dentons, qui a enregistré un revenu brut de près de 3 milliards de dollars en 2019. Dentons est la firme-conseil des promoteurs du projet secret pour importer des déchets nucléaires associés à une entreprise nommée Terra Vault.

Radio-Canada a obtenu des courriels échangés par Jean Chrétien et les gens d'affaires japonais liés à l'industrie nucléaire et les médias de masse. L'ancien premier ministre, que Dentons décrit comme un « proche conseiller » de l'actuel premier ministre, Justin Trudeau, a aidé à rapprocher deux membres de l'élite japonaise et Tim Frazier, un ancien conseiller du gouvernement des États-Unis en matière d'énergie nucléaire et le principal investisseur dans Terra Vault, et Albert Barbusci, le chef d'entreprise et investisseur montréalais qui est un promoteur du stockage de déchets nucléaires d'autres pays au Canada[1].

Les deux Japonais sont Takuya Hattori, conseiller principal du Forum industriel atomique du Japon et ancien vice-président de TEPCO, et Hisafumi Koga, ancien président de l'agence de nouvelles Kyodo, la plus grande du Japon, qui dirige maintenant sa branche de relations publiques. Toutes ces personnes devaient se rencontrer en février 2020 pour discuter en personne de comment poursuivre le projet, mais la rencontre a été remise à cause de la pandémie.

Radio-Canada écrit : « Des mois après la lettre de Jean Chrétien au responsable de relations publiques japonais, la réponse de Hisafumi Koga en septembre 2019 illustre le caractère secret de ces discussions. 'Comme le succès du projet dépend de la coopération de toutes les parties prenantes, il faut empêcher la fuite des informations avec le plus grand soin', écrit Hisafumi Koga, qui acceptait l'invitation à une rencontre au Canada. 'Je comprends



que j'y serai à titre personnel', a dit Koga. Takuya Hattori, qui occupait un poste de direction à TEPCO, l'entreprise impliquée dans l'accident nucléaire de Fukushima, devait aussi participer au voyage, selon les courriels. »

Radio-Canada a aussi obtenu des courriels de l'investisseur montréalais Albert Barbusci et d'associés de Dentons. Radio-Canada écrit : « Un courriel de juin 2020 de monsieur Barbusci parle d'une 'transition en douceur' après la démission du premier ministre de Terre-Neuve-et-Labrador Dwight Ball qui est entrée en vigueur en août. 'Comme vous le savez peut-être, le premier ministre Ball (du Parti libéral) a annoncé qu'il va démissionner et qu'un nouveau chef sera nommé le 3 août [2020]. Cela dit, nous prévoyons rester en contact avec le premier ministre Dwight Ball de sorte que la transition devrait se faire en douceur', écrit Barbusci.

« Il y a quatre ans, il a été révélé que le chef de cabinet du premier ministre Dwight Ball, Greg Mercer, n'avait pas révélé à temps ses activités passées de lobbyiste. Une partie de son lobbying avait impliqué la compagnie qui est au centre du groupe engagé dans le projet de stockage nucléaire, Terra Vault. Frazier, l'ancien conseiller en matière nucléaire du gouvernement des États-Unis et un autre joueur important du projet, est un des principaux actionnaires de Terra Vault. Il a refusé de parler à Radio-Canada. [...]

« [L'ancien premier ministre] Dwight Ball a aussi déclaré, jeudi, que Jean Chrétien lui avait mentionné l'idée d'un DGP (dépôt géologique en profondeur) au Labrador. »

« Je lui ai répondu rapidement qu'en tant que premier ministre, mon gouvernement n'était pas intéressé à entamer des discussions avec ses clients sur cette question, écrit Dwight Ball. Albert Barbusci a dit qu'il n'était pas au courant de l'incident relatif au lobbying [avec le chef de cabinet de Dwight Ball, Greg Mercer] et que cela s'est produit avant qu'il ne s'implique dans le projet de DGP. Il a aussi dit que l'endroit du site n'était pas encore décidé. »

« Un conseiller de confiance »

Dans un courriel adressé à tous ceux qui étaient impliqués dans le projet de déchets nucléaires, un avocat de Dentons du nom de Terry Didus vante les relations de Jean Chrétien avec l'actuel gouvernement fédéral du Parti libéral et qualifie l'ancien premier ministre de « conseiller de confiance » du premier ministre Justin Trudeau. Après que les libéraux de Trudeau ont été réélus en 2019 à la tête d'un gouvernement minoritaire, Terry Didus a écrit à ces mêmes personnes : « Bonne nouvelle : les libéraux sont de retour ! » Puis, quelque temps après : « Meilleure nouvelle ! Jean [Chrétien] vient d'être 'désigné' par Justin Trudeau comme son 'conseiller de confiance' [...] Essentiellement, Jean sera au courant de toutes les grandes décisions politiques à venir. »

Lors de l'entrevue avec Radio-Canada, Jean Chrétien a semblé irrité par le courriel de Terry Didus et il a nié la suggestion qu'il était un « conseiller de confiance » et un « lobbyiste ». Il a dit : « Je ne suis pas son conseiller de confiance [à Trudeau]. [...] Je ne fais pas de lobby pour personne. Je vous l'ai dit. »

Dans la même entrevue, Jean Chrétien a défendu une fois de plus le projet de stocker les déchets radioactifs du Japon, disant que « nous avons une responsabilité de stocker le matériel nucléaire utilisé ». Il a dit qu'il agissait « simplement à titre d'avocat et avait accepté de signer la lettre en 2019 lorsque des collègues de la firme le lui ont demandé. Nous, le Canada, on a été des vendeurs d'uranium, c'est-à-dire qu'on a profité de ce problème. Parce qu'on a vendu de l'uranium. Alors, on aurait une responsabilité d'aider à régler le problème. »

Jean Chrétien a aussi présenté l'énergie nucléaire comme quelque chose de vert et une option pour lutter contre les changements climatiques. Selon Radio-Canada, Jean Chrétien « croit que l'énergie atomique est une des solutions pour combattre les changements climatiques ».

Tout ceci révèle le gâchis nauséabond de liaisons de toutes sortes entre les gouvernements, les intérêts privés étroits, la porte tournante des gens au gouvernement, puis, hors du gouvernement, qui utilisent leurs liens pour faire avancer leurs propres intérêts privés étroits tout en servant les intérêts des oligopoles qui contrôlent des secteurs entiers de l'économie. Cela confirme que les véritables conflits d'intérêts qu'on cherche à cacher sont ceux qui tiennent du fait que ce qu'on appelle démocratie est faite de personnes au gouvernement qui prennent des décisions en secret pour servir des intérêts privés étroits et de simples sujets qui n'ont pas leur mot à dire sur les décisions qui affectent leur vie.



Le but de l'économie, qui est de faire le profit maximum dans le moins de temps possible, empêche les scientifiques et les techniciens d'accomplir un travail qui tient compte de tous les aspects. En ce qui concerne l'industrie nucléaire, les oligarques en contrôle de l'économie et de la politique canalisent les efforts scientifiques vers la production d'énergie et de bombes nucléaires tout en laissant pratiquement de côté la question connexe des déchets nucléaires. Les scientifiques ont eux-mêmes accusé l'oligarchie de faire peu ou rien du tout pour faire de la recherche et découvrir ce qu'il faut faire avec les déchets nucléaires, sans parler du problème de la conduite des affaires internationales sans violence. Les scientifiques et d'autres personnes disent que stocker les déchets nucléaires, peu importe où, est irresponsable et que ce n'est pas une solution viable à long terme. Les déchets

radioactifs qui ne peuvent pas être recyclés pour produire de l'énergie sont encore très dangereux et nocifs. L'exposition à une certaine quantité, même pendant un bref moment, peut tuer un humain.

Le secret entourant le projet de déchets nucléaires va à l'encontre du besoin moderne d'informer le peuple sur tous les enjeux et de bâtir des formes qui permettent la discussion sur une base de masse et la prise de décision qui donne une voix au peuple. Il est tout à fait aberrant qu'une poignée d'hommes ou de femmes puissants aient des discussions secrètes et prennent des décisions qui affectent l'environnement social et naturel et la vie des résidents et de la faune du Labrador. On pourrait certainement leur demander pour qui ils se prennent mais la question urgente qui se pose est de les arrêter et d'arrêter leurs négociations secrètes ! Non à l'importation des déchets nucléaires radioactifs du Japon ! Non à leur enfouissement au Labrador !

Note

1. Barbusci est le PDG de Sydney Harbour Investment Partners, qui « a été formé spécifiquement pour rassembler le consortium d'affaires requis pour développer le méga-terminal en eau profonde de Novaport à Sydney en Nouvelle-Écosse. Il a aussi établi l'agence de publicité basée à Montréal Cadence Communications, fondée en 1980.

« Selon le registre des lobbyistes [de Nouvelle-Écosse], Terra Vault partage une adresse à Montréal avec Sydney Harbour Investment Partners, dont Jean Chrétien a été un conseiller international. En 2018, la GRC de Nouvelle-Écosse a fait une enquête sur Jean Chrétien en rapport à des allégations de lobby illégal auprès du premier ministre d'alors Stephen McNeil au sujet d'une proposition de port. La GRC avait dit qu'elle n'avait trouvé aucun méfait. » (*La Presse canadienne*, le 1er avril 2021)

Cela semble être la norme en ce qui concerne les enquêtes de la GRC pour méfait par des membres de l'élite.

Les portes tournantes des représentants de l'élite qui vont et viennent entre le secteur public et le secteur privé



Le fait que l'ancien premier ministre Jean Chrétien et d'autres passent de la politique à la défense d'intérêts privés et vice-versa révèle que la politique a dégénéré au point que les riches oligarques contrôlent leurs entreprises, les cartels et leurs gouvernements. Ils se déplacent facilement d'un secteur à l'autre et prennent des décisions qui affectent le peuple, l'économie et la société. Cela révèle la corruption de la politique officielle et de la grande entreprise où les participants servent des intérêts privés étroits au mépris du peuple, de l'économie, de la société et de la Terre Mère.

Dans une entrevue accordée à l'émission *Enquête* de Radio Canada, Jean Chrétien a tenté de défendre le projet d'enfouir les déchets nucléaires des pays étrangers au Labrador. Il a déclaré que le Canada, en tant que « meilleur vendeur d'uranium », avait la responsabilité d'aider à nettoyer les déchets nucléaires parce qu'il gagnait de l'argent en vendant de l'uranium utilisé pour produire de l'énergie nucléaire et des bombes. Le fait que, pour Chrétien et d'autres de son acabit, stocker des déchets nucléaires dans un trou dans le sol soit synonyme de « nettoyer », montre leur arrogance et à quel point ils agissent de manière intéressée et sont devenus superflus. Parler comme ils le font ne les dérange aucunement, car ce ne sont probablement pas leurs familles qui vivront à côté des sites d'enfouissement.

Selon *Radio Canada*, les courriels rédigés par Chrétien en 2019 et 2020 disent : « Nous avons une certaine responsabilité, je crois, et si nous pouvons aider, nous devrions le faire. Le Canada est le premier fournisseur de combustible nucléaire depuis de nombreuses années, et j'ai toujours pensé qu'il est tout à fait normal que le Canada devienne en fin de compte l'intendant et le garant du stockage sécuritaire des combustibles nucléaires irradiés après son premier cycle de service. J'organiserai et participerai aux discussions au Canada, avec ses provinces et avec les pays partenaires potentiels pour faire avancer le concept d'un dépôt en profondeur dans le nord-est du Canada. »

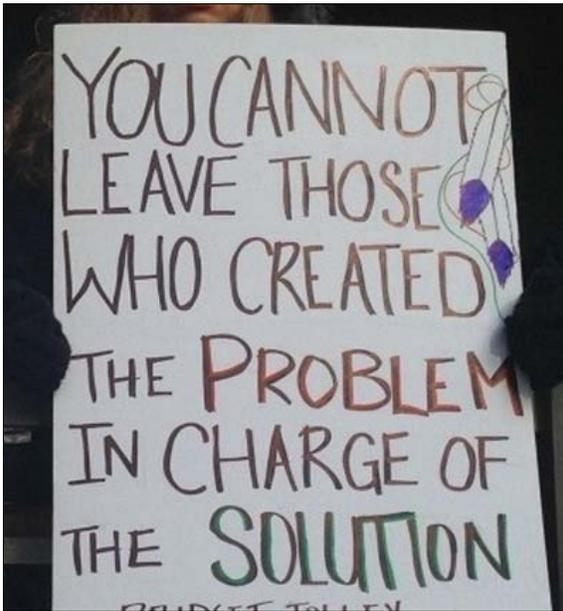
Pour sa part, Tokyo Electric Power Corporation (TEPCO) connaît bien cette méthode car elle propose de simplement rejeter dans l'océan Pacifique l'eau contaminée de ses quatre réacteurs nucléaires endommagés à Fukushima. En fait, les forces d'occupation militaires des États-Unis ont privatisé le secteur de l'électricité au Japon en 1951, créant TEPCO avec huit autres entreprises privées dans lesquelles les oligarques américains pourraient investir. TEPCO possède onze réacteurs nucléaires au Japon, dont quatre réacteurs détruits par le tsunami en 2011 dans son usine de Fukushima Daiichi. L'entreprise n'a pas réussi à démanteler les réacteurs endommagés, qui continuent d'émettre une contamination radioactive empêchant le retour de 160 000 anciens résidents et l'assainissement de la zone. Les réservoirs de confinement d'urgence dans lesquels est entreposée l'eau contaminée des canalisations pour refroidir les coeurs des réacteurs approchent de leur

capacité. TEPCO a demandé l'autorisation de rejeter l'eau toxique dans l'océan Pacifique, ce qui met en colère les pêcheurs et d'autres personnes préoccupées par une telle pratique.

Une conception inacceptable de ce qui constitue un «stockage sécuritaire» de combustible nucléaire irradié

Le concept de « stockage sécuritaire de combustible nucléaire irradié dans un dépôt en profondeur » est réfuté par plusieurs scientifiques et d'autres personnes. En réponse à la nouvelle du projet de transport des déchets nucléaires du Japon pour le stockage au Canada, Mycle Schneider, un consultant international en énergie nucléaire basé à Paris, a déclaré : « Ma première réaction a été une de stupéfaction à quel point des gens extrêmement haut placés se rassemblent dans une espèce de conspiration incroyable, clairement destinée à garder au secret un plan. »

Radio-Canada rapporte que « Schneider dont l'expertise est recherchée partout dans le monde, a dit que ce genre de projet doit être mené par des gouvernements, et non par des sociétés privées. 'Nous ne parlons pas de construire un garage quelque part. Nous parlons d'un projet extrêmement complexe qu'aucun pays au monde n'a jusqu'à présent mis en oeuvre avec succès et, vous savez, de stockage de matières radioactives'. Schneider conteste également la volonté explicite du groupe de garder ses plans secrets, considérant 'les dangers des substances impliquées' ».



Radio-Canada poursuit : « La pratique est connue comme un 'dépôt géologique en profondeur' ou DGP. La Société de gestion des déchets nucléaires (SGDN) du Canada a essayé pendant des années de construire un DGP pour enfouir les déchets des centrales nucléaires canadiennes, y compris en Ontario. »

Mycle Schneider a dit à Radio-Canada que les courriels montrent que ce projet se concentre sur la collaboration avec d'autres pays pour stocker leurs déchets, à commencer par le Japon, ce qui n'a pas été fait auparavant. « Et il y a de bonnes raisons, a dit Schneider. Ce sont des matières extrêmement radioactives. À un mètre de distance, si un combustible irradié n'est pas protégé, la dose létale pour un humain c'est en moins d'une minute. »

Le problème pour beaucoup est que les gouvernements ne sont pas sous leur contrôle. Les DGP, que ce soit au Canada ou ailleurs, empêchent la poursuite des recherches nécessaires pour trouver une méthode sécuritaire pour manipuler, recycler ou éliminer autrement les déchets nucléaires. Les oligarques en contrôle veulent que le peuple ignore le problème et accepte les DGP comme la seule possibilité sans discussion et sans mérite scientifique. Sous le néolibéralisme, le rôle des gouvernements est de ne pas permettre que soit posé le problème du besoin de remplacer le système qui amène et maintient ces gouvernements au pouvoir.

Le Japon est situé le long de la ceinture de feu du Pacifique, une région exposée aux éruptions

volcaniques, aux tremblements de terre et aux tsunamis. Les DGP ne peuvent même pas être envisagés à proximité de la ceinture de feu, ce qui soulève la question de savoir pourquoi les impérialistes ont construit tant de centrales nucléaires dans tout le Japon sans se demander quoi faire avec les déchets nucléaires et sans se soucier des dangers encourus pour les centrales nucléaires face aux tremblements de terre et aux tsunamis. Il convient de noter que les États-Unis ont construit six centrales nucléaires en Californie au-dessus ou à proximité de la faille de San Andreas, qui est une section de la ceinture de feu.

La nécessité de régler ses comptes avec l'abus de pouvoir et le privilège

On pourrait décrire l'activité de Jean Chrétien comme un abus criminel de pouvoir et de sa position en tant qu'ancien premier ministre. Le problème ne se réduit pas au mauvais comportement de Chrétien. Le problème est structurel, en ce sens qu'il est inhérent au système impérialiste lui-même. La segmentation privée de l'économie en éléments qui rivalisent les uns avec les autres, leur motif et leur contrôle intéressés et les formes existantes de prise de décision sur l'économie et en politique sont anachroniques. Ils ne reflètent pas la réalité d'une économie interreliée qui nécessite la coopération à avantage réciproque. Ils ne reflètent pas comment, au XXI^e siècle, les gens vivent, produisent et sont en relations les uns avec les autres. L'objectif de l'économie et les formes de la politique ne sont pas ce qu'ils doivent être dans un Canada moderne où les gens doivent avoir le pouvoir de décider sur ces questions qui affectent leur vie, la société et la nature d'une manière qui sert l'intérêt général.

L'objectif de l'économie est le profit privé alors que tout ce qui touche à l'économie est public et social. L'économie est publique et sociale puisqu'elle concerne non seulement ceux qui y participent directement mais des populations entières, leurs sociétés et les relations entre les humains et les humains et entre les humains et la nature. Des décisions importantes ne peuvent pas être fondées sur des considérations privées étroites. La technique requise pour produire et distribuer le produit social partout dans le monde est d'une telle complexité et est si interreliée que chaque décision doit prendre en compte l'objectif et qui il sert.



Le processus de prise de décision qui sert l'objectif de réaliser le maximum de profit privé des conditions socialisées ne peut pas continuer. Cette pratique se heurte à la réalité, comme par exemple la production d'énergie nucléaire sans considérer et planifier ce qui adviendra des déchets nucléaires et dans quels endroits bâtir des usines nucléaires. L'objectif et les formes de contrôle de l'économie doivent être modernisés afin que toutes les caractéristiques de la production et de la distribution soient prises en compte sur la base de ce qui sert le peuple, la société et la Terre Mère et affirme le droit du peuple d'établir lui-même la direction de l'économie.

Toutes les décisions importantes sur l'économie et la politique doivent être publiques et sociales. Ces manigances secrètes de la part d'un ancien premier ministre doivent être considérées comme criminelles. Les positions d'influence basées sur la richesse

privée et le privilège doivent être abolies. Les actions telles que décrites dans les courriels et les commentaires des gens impliqués dans cette conspiration visant à importer et à ensevelir des déchets radioactifs révèlent une élite dirigeante incapable même de faire la distinction entre le bien et le mal, l'autocratie et la démocratie, la science et l'obscurantisme intéressé, et les principes et l'opportunisme. Elles révèlent l'état de dégradation et de corruption des institutions et de la pensée démocratiques libérales et comment celles-ci doivent être balayées et faire place au nouveau.

(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

PDF

NUMÉROS PRÉCÉDENTS | ACCUEIL

Site web: www.pccml.ca Courriel: forumouvrier@cpcml.ca